

**AGEEAP DES PAYS DE VILAINE
ET BRETAGNE SUD**
6 rue de la Maillardais
35 600 REDON

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024

Aux membres,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGEEAP DES PAYS DE VILAINE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons apprécié le caractère approprié des principes comptables appliqués, le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes, notamment en ce qui concerne les créances clients.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président de l'association.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

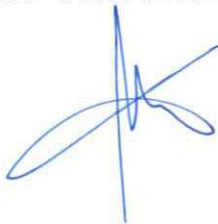
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de

son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Auray, le 3 mars 2025,

Le Commissaire aux Comptes
FID'OUEST AUDIT



Bilan



3.1 Bilan Actif > DU 01/09/2023 AU 31/08/2024

(en euros)	Brut	Amort. et Provisions	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	8 325	- 5 595	2 731		161
Total des Immobilisations Incorporelles	8 325	- 5 595	2 731		161
Terrains	393 170		393 170	393 170	405 178
Aménagements de terrains	16 033	- 17 678	- 1 645	261	- 218
Constructions sur sol propre et leurs AAI	8 100 037	- 3 381 358	4 718 680	5 127 035	5 673 379
Constructions sur sol d'autrui et leurs AAI	7 421 504	- 3 411 428	4 010 075	4 320 944	4 603 835
Installations, mobilier et matériel d'activité	2 214 940	- 1 690 559	524 381	604 493	689 857
Matériel de transport	171 512	- 148 952	22 559	26 815	34 534
Mobilier, matériel de bureau et d'informatique	18 941	- 5 853	13 088	8 714	5 734
Immobilisations en cours	260 436		260 436	179 762	6 173
Autres immobilisations					
Total des Immobilisations Corporelles	18 596 573	- 8 655 828	9 940 745	10 661 194	11 418 471
Participations					
Créances rattachées à des participations	82 808		82 808	81 817	81 190
Titres immobilisés					
Prêts					
Dépôts et cautionnements versés	41 111	- 5 692	35 419	35 419	35 419
Autres créances immobilisées					
Total des Immobilisations Financières	123 919	- 5 692	118 227	117 236	116 609
Comptes de liaison entre établissements					
Total des Comptes de Liaison					
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	18 728 818	- 8 667 115	10 061 703	10 778 429	11 535 240
Stocks Divers					
Total des Stocks					
Fournisseurs : avances, acomptes versés	4 973		4 973	4 989	2 400
Familles ou élèves	699 306	- 270 072	429 233	362 841	579 896
Personnel et charges sociales				600	528
Etat et autres collectivités publiques	102 440		102 440	133 559	109 793
Confédérations, fédérations, assoc. et apparentés					
Comptes transitoires ou attente	13 917		13 917		123
Débiteurs divers	258 441		258 441	243 910	52 749
Total des Créances et Comptes Rattachés	1 079 077	- 270 072	809 005	745 899	745 488
Placements	900 000		900 000	400 000	400 000
Intérêts courus non échus					
Total des Placements	900 000		900 000	400 000	400 000
Banques, établissements financiers et assimilés	2 152 494		2 152 494	2 489 693	1 417 658
Caisses	966		966	569	19
Régie d'avance et accreditifs					
Total des Disponibilités	2 153 460		2 153 460	2 490 261	1 417 677
Charges constatées d'avance	46 120		46 120	130 187	58 553
Total des Charges Constatées d'Avance	46 120		46 120	130 187	58 553
TOTAL ACTIF CIRCULANT ET ASSIMILE	4 178 657	- 270 072	3 908 585	3 766 348	2 621 717
Frais d'émission des emprunts					
Primes de remboursement des obligations					
TOTAL AUTRE					
TOTAL ACTIF	22 907 475	- 8 937 187	13 970 288	14 544 777	14 156 957



Bilan



3.2 Bilan Passif > DU 01/09/2023 AU 31/08/2024

(en euros)	Brut	Amort. et Provisions	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22
Première situation nette établie	383 168		383 168	383 168	383 168
Fonds statutaires					
Subventions d'investissements non renouvelables					
Fonds de trésorerie apportés					
Libéralités ayant le caractère d'apport					
Total des Fonds Propres Sans Droit de Reprise	383 168		383 168	383 168	383 168
Valeur des biens affectés					
Valeur des biens non affectés					
Libéralités					
Subventions d'investissements non renouvelables					
Total des Fonds Propres Avec Droit de Reprise					
Ecarts de réévaluation					
Total des Ecarts De Réévaluation					
Réserves statutaires					
Réserves d'investissement	3 757 000		3 757 000	3 107 000	2 547 000
Réserves de trésorerie	525 000		525 000	525 000	525 000
Autres réserves					
Total des Réserves	4 282 000		4 282 000	3 632 000	3 072 000
Droit des Propriétaires (Commodat)					
Total des Droit des Propriétaires					
Dotations consommables					
Total des Dotations consommables					
Report à nouveau	12 563		12 563	25 212	22 761
Résultat de l'exercice	282 378		282 378	637 351	562 451
Total des Résultats et Report à Nouveau	294 941		294 941	662 563	585 212
Taxe d'apprentissage					
Autres subventions	6 337 043	- 2 641 863	3 695 180	3 983 854	4 208 133
Total des Subv. / Partic. d'Invest. Amortissables	6 337 043	- 2 641 863	3 695 180	3 983 854	4 208 133
TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES	11 297 152	- 2 641 863	8 655 289	8 661 585	8 248 514
Fonds dédiés sur subv. de fonctionnement					
Fonds dédiés sur dons manuels affectés					
Fonds dédiés sur legs et donations affectés					
Total des Fonds Dédiés					
Provisions réglementées					
Total des Provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour charges	60 157		60 157	60 735	63 989
Total des Provisions	60 157		60 157	60 735	63 989
Comptes de liaison entre établissements					
Total des Comptes de Liaison					
Capital emprunté	4 509 894		4 509 894	4 936 320	5 359 094
Intérêts					
Concours bancaires courants					
Total des Emprunts et Dettes Bancaires	4 509 894		4 509 894	4 936 320	5 359 094
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	56 824		56 824	126 069	67 726
Fournisseurs et comptes rattachés	209 613		209 613	196 127	84 106
Familles ou élèves : avances reçues	87 736		87 736	33 987	22 879
Dettes relatives au personnel	225 866		225 866	192 643	190 112
Etat et autres collectivités publiques	24 365		24 365	226 434	13 812
Confédérations, fédérations, assoc. et apparentés					
Autres dettes	133 009		133 009	79 917	86 823
Total des Autres Dettes	737 413		737 413	855 177	465 459
Produits constatés d'avance	7 536		7 536	30 960	19 903
Total des Produits Constatés d'Avance et Abonnement	7 536		7 536	30 960	19 903
TOTAL DETTES ET ASSIMILEES	5 315 000		5 315 000	5 883 193	5 908 444
TOTAL PASSIF	16 612 151	- 2 641 863	13 970 288	14 544 777	14 156 957



FONDS PROPRES ET ASSIMILES

DETTES ET ASSIMILEES

Résultat



2.1 Compte de Résultat Résumé > DU 01/09/2023 AU 31/08/2024

(en euros)	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22	Variation n/n-1	
Ressources privées	3 543 816	3 120 512	1 511 706	423 304	13.6%
Concours Publics	2 036 534	1 942 792	3 031 845	93 742	4.8%
Subv. de Fonctionnement Autres Activités	199 746	161 786	142 593	37 960	23.5%
Produits des Activités Annexes	171 272	89 336	43 652	81 937	91.7%
Cessions ou Vente de Produits	21 683	7 524	5 389	14 158	188.2%
Productions Immobilisées	11 566	12 084	7 805	- 518	- 4.3%
Autres Produits Divers	7 110	11 075	9 190	- 3 965	- 35.8%
Reprises Amortissements et Provisions	17 038	12 791	10 061	4 247	33.2%
Transferts de Charges	162 623	146 757	103 723	15 866	10.8%
Produits d'Exploitation	6 171 389	5 504 658	4 865 965	666 731	12.1%
Coûts de Personnel	2 939 343	2 485 058	2 203 572	454 285	18.3%
Consommations	1 300 216	1 040 733	888 181	259 483	24.9%
Services Extérieurs	253 262	217 415	174 482	35 848	16.5%
Autres Services Extérieurs	407 226	344 850	308 425	62 376	18.1%
Autres Impôts, Taxes et Assimilés	23 845	26 021	26 999	- 2 176	- 8.4%
Autres Charges de Gestion Courante	87 532	63 050	52 452	24 482	38.8%
Dotations aux Amort. et Provisions	956 518	991 003	1 028 915	- 34 485	- 3.5%
Charges d'Exploitation	5 967 942	5 168 130	4 683 025	799 812	15.5%
Résultat d'exploitation	203 447	336 528	182 940	- 133 081	- 39.5%
Produits Financiers	35 033	16 968	5 435	18 065	106.5%
Reprises Amortissements et Provisions					
Produits Financiers	35 033	16 968	5 435	18 065	106.5%
Dotations aux Amort. et Provisions					
Charges Financières	40 433	44 026	46 662	- 3 593	- 8.2%
Charges Financières	40 433	44 026	46 662	- 3 593	- 8.2%
Résultat Financier	- 5 400	- 27 058	- 41 227	21 659	- 80%
Produits Exceptionnels	430 880	499 262	446 932	- 68 382	- 13.7%
Produits Exceptionnels	430 880	499 262	446 932	- 68 382	- 13.7%
Charges Exceptionnelles	339 872	167 967	25 497	171 905	102.3%
Charges Exceptionnelles	339 872	167 967	25 497	171 905	102.3%
Résultat exceptionnel	91 008	331 295	421 435	- 240 287	- 72.5%
Autres Gestions	6 677	3 413	696	3 264	95.6%
Autres Gestions	6 677	3 413	696	3 264	95.6%
Autres Gestions	- 6 677	- 3 413	- 696	- 3 264	95.6%
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	282 378	637 351	562 451	- 354 973	- 55.7%



(en euros)	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22	Variation n/n-1
Bénévolat				
Prestations en nature des droits de propriétaires				
Dons en nature				
Total des produits				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens				
Personnel bénévole				
Total des charges				



5.1 Annexe des Comptes Sociaux > DU 01/09/2023 AU 31/08/2024

1. Présentation de l'Entité

L'établissement, sujet de la présente annexe, est une entité loi 1901 dont l'objet social est d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Elle a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale. L'entité est dotée de deux organes :

- L'Assemblée Générale (AG), organe de délibération. Elle rend compte aux adhérents et détermine les grandes orientations.
- Le Conseil d'Administration (CA), organe d'administration. Il est élu par l'AG, gère l'établissement et élit le bureau (Président, secrétaire et trésorier).

L'entité : Lycée ISSAT est un établissement exerçant sous tutelle FRERES DE PLOERMEL et sous contrat d'association avec l'Etat dans le cadre de la loi sur l'enseignement privé du 31 décembre 1984.

L'établissement dispense les activités suivantes :

- Agricole
- Formation Continue
- Restauration gestion sous-traitée
- Internat
- Apprentissage

2. Règles et Méthodes Comptables

2.1 Principes Comptables et Méthodes de Base

Les comptes arrêtés au 31/08/2024 sur une durée de 12 mois, présentés en euros, ont été établis conformément aux :

- Règlement ANC n°2018-06
- Règlement ANC n°2014-03
- Dispositions du Plan Comptable des établissements d'enseignement privés de septembre 2023

2.2 Changement de Méthodes et Comparabilité des comptes

Il n'y a pas de changement de méthode sur l'exercice

3. Notes Relatives au Compte de Fonctionnement

3.1 Masse Salariale

La masse salariale est composée des salaires des personnels de droit privé et des éventuels coûts des personnels sous-traités. L'entité n'étant pas soumise à la TVA, elle est redevable de la taxe sur les salaires.

3.2 Impôts

L'entité est soumise à l'impôt sur les Sociétés au taux réduit sur ses revenus patrimoniaux (art. 206-5 du CGI) ; Cet impôt concerne :

- Les revenus des immeubles bâtis ou non bâtis
- Les revenus de capitaux mobiliers
- Les revenus d'exploitation agricole ou forestière

3.3 Activités Extra-scolaires

Les activités extra-scolaires peuvent influencer les soldes des postes consommations et produits des activités annexes. Pour connaître l'impact de ces activités, il est nécessaire de se référer au détail des comptes concernés.

3.4 Résultat Exceptionnel et Transfert de Charges

Les produits exceptionnels se sont élevés sur l'exercice à 431k€ Les postes principaux sont :

- Rbt taxes foncières St Jacut (prélèvement à tort) : 3,7 k€
- Ajustement solde msa ex ant : 12,8 k€
- Solde Erasmus 18-19 : 3,7 k€
- Solde Erasmus 2022-23 : 8,7 k€
- Solde fournisseurs ex ant : 7,1 k€
- Solde taxe apprentissage Lycée ex ant : 9,4 k€
- Divers : 12,7 k€
- Reprise provision Arep ex ant : 17,4 k€

Les charges exceptionnelles se sont élevées sur l'exercice à 340k€ les postes suivants sont significatifs :

- Dons et libéralités accordés : 4,1 k€
- Prise en charge d'une partie de la déconstruction Site St Jacut Les Pins : 325 k€
- Divers : 10,8 k€

Les transferts de charges se sont élevés sur l'exercice à 163k€.

- Transfert charges locaux : 38,5 k€
- Transfert charges service cuisine : 101,1 k€
- Transfert charges pédag : 13,7 k€
- Transfert charges adm : 9,1 k€
- Transfert charges assurance : 0,2 k€



4. Notes Relatives au Bilan

4.1 Immobilisations Corporelles et Incorporelles

Au sein du règlement ANC n°2014-03, il est fait application, pour les seuls immeubles, de règles particulières relatives à l'évaluation des immobilisations

Quelque soit leur nature, les immobilisations sont valorisées au bilan selon la méthode du coût historique complet.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée des biens. Les durées d'amortissement retenues par type de bien sont exposées dans le tableau ci-après.

Type d'Immobilisations	Durée
Immobilisations incorporelles	2 à 3 ans
Aménagement de terrains	3 à 10 ans
Gros oeuvres	20 à 50 ans
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans
Installations Générales Techniques	10 à 15 ans
Agencements (intérieurs et décoration)	10 à 15 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
Matériels de transport	3 à 5 ans
Matériels de bureau	3 à 5 ans
Mobiliers scolaire	5 à 10 ans

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des immobilisations de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Acquisitions	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
Frais d'établissement						
Autres immobilisations incorporelles		4 976	3 350			8 325
Total Immobilisations Incorporelles		4 976	3 350			8 325
Terrains		393 170				393 170
Aménagement de terrains		16 033				16 033
Constructions :						
- Sur sol propre et leurs AAI		8 100 037				8 100 037
- Sur sol d'autrui et leurs AAI		7 396 754	24 749			7 421 504
Autres Immobilisations corporelles :						
- Installations tech., matériels et outillages		2 109 840	105 101			2 214 940
- Matériel de transport		166 112	5 400			171 512
- Mobilier, matériel de bureau info		12 130	6 811			18 941
Immobilisations corporelles en-cours		179 762	80 674			260 436
Immobilisations grevées de droit						
Autres immobilisations						
Total Immobilisations Corporelles		18 373 839	222 734			18 596 573



Le montant des immobilisations en cours au 31/08/2024 s'élève à 260 k €



Le tableau ci-après mentionne les mouvements des amortissements et provisions sur immobilisations de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Virements de Poste à Poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
	Frais d'établissement					
	Autres immobilisations incorporelles	4 976	619			5 595
	Total Immobilisations Incorporelles	4 976	619			5 595
	Terrains					
	Aménagement de terrains	15 772	1 906			17 678
	Constructions :					
	- Sur sol propre et leurs AAI	2 973 003	408 355			3 381 358
	- Sur sol d'autrui et leurs AAI	3 075 810	335 618			3 411 428
	Autres immobilisations corporelles :					
	- Installations tech., matériels et outillages	1 505 346	185 213			1 690 559
	- Matériel de transport	139 297	9 655			148 952
	- Mobilier, matériel de bureau info	3 416	2 436			5 853
	Immobilisations corporelles en-cours					
	Immobilisations grevées de droit					
	Autres immobilisations					
	Total Immobilisations Corporelles	7 712 645	943 183			8 655 828



4.2 Immobilisations Financières

Les tableaux ci-après mentionnent les mouvements des immobilisations financières et des amortissements/provisions de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Acquisitions	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
	Participations					
	Créances rattachées à des participations	81 817	991			82 808
	Titres immobilisés					
	Prêts					
	Dépôts et cautionnements	41 111				41 111
	Autres créances immobilisées					
	Total Immobilisations Financières	122 928	991			123 919

(en euros)	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Virements de Poste à Poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
	Participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Titres immobilisés					
	Prêts					
	Dépôts et cautionnements	5 692				5 692
	Autres créances immobilisées					
	Total Immobilisations Financières	5 692				5 692

Le tableau ci-après mentionne les échéances des immobilisations financières :

(en euros)	ECHEANCES DES IMMO. FINANCIERES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
	Participations			
	Créances rattachées à des participations	82 808		82 808
	Titres immobilisés			
	Prêts			
	Dépôts et cautionnements	41 111		41 111
	Autres créances immobilisées			
	Total Immobilisations Financières	123 919		123 919

4.3 Stock et Créances

Les stocks sont évalués en intégrant au prix d'achat les frais accessoires. Certains éléments sont classés en "charges constatées d'avance".

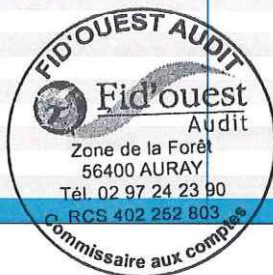
Les créances sont évaluées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale.

Le tableau ci-après mentionne les dépréciations constatées sur les stocks et créances :

(en euros)	MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Sur stocks et en cours					
Sur comptes usagers		291 238	12 716	33 882	270 072
Autres créances					
Total Dépréciations sur Stocks et Créances		291 238	12 716	33 882	270 072

Le tableau ci-après mentionne les échéances des stocks et créances :

(en euros)	ECHÉANCES DES CRÉANCES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Total des Comptes de liaison				
Total des Stocks				
Fournisseurs : avances , acomptes versés		4 973	4 973	
Familles ou élèves		699 306	699 306	
Personnel et charges sociales				
Etat et autres collectivités publiques		102 440	102 440	
Confédération , fédérations , associations et apparentés				
Comptes transitoires ou attente		13 917	13 917	
Débiteurs divers		258 441	258 441	
Régie d'avance et accreditifs				
Charges constatées d'avance		46 120	46 120	
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Intérêts d'emprunt à étaler				
Total des Créances		1 125 198	1 125 198	



4.4 Placements

Le tableau ci-après mentionne les valeurs des placements financiers et les plus/moins values constatées à la clôture :

(en euros)	NATURE DES PLACEMENTS	Solde Comptable	Valeur de Marché	Plus Value latentes	Moins Value latentes
	Sicav et Fcp	900 000	900 000		
	Bons de caisse et Dépôts à terme				
	Obligations				
	Autres valeurs mobilières				
	Immobilisations financières cotées	82 808	82 808		
	Total des Placements Financiers	982 808	982 808		

4.5 Charges Constatées d'Avance

Elles regroupent des dépenses de fournitures scolaires pour la rentrée suivante, des charges d'assurance et de frais généraux.

4.6 Subventions d'Investissement

Les subventions sont enregistrées en Fonds associatifs et reprises de manière échelonnée dans le compte de résultat par le compte 777 « Quote-part de subventions d'investissements virée au résultat de l'exercice ».

4.7 Affectation du Résultat

Le résultat de l'exercice a été affecté en report à nouveau et réaffectation du report à nouveau vers la réserve d'investissement pour 650 000,00€, conformément à la délibération de l'assemblée

4.8 Suivi des droits de reprise sur subventions d'investissements

(en euros)	SUIVI DES DROITS DE REPRISE	Droits de reprise antérieurs	Droits de reprise exercice	Droits de reprise restants
	Etat			
	Region	3 391 030	397 719	2 993 311
	Département			
	Divers			
	Total	3 391 030	397 719	2 993 311



4.9 Fonds Associatifs

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des fonds associatifs de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES FONDS PROPRES	Montant en début d'Exercice	Augmentations	Diminutions	Virements de Poste à Poste	Montant en fin d'Exercice
Valeur du patrimoine intégré		383 168				383 168
Fonds statutaires						
Subventions d'invest. non renouvelables						
Fonds de trésorerie apportés						
Libéralités ayant le caractère d'apport						
Tot Fonds Assoc. Sans Droit de Reprise		383 168				383 168
Valeur des biens affectés						
Valeur des biens non affectés						
Libéralités						
Subventions d'invest. sous condition						
Tot Fonds Assoc. Avec Droit de Reprise						
Ecart de réévaluation						
Réserves statutaires						
Réserve pour investissement		3 107 000			650 000	3 757 000
Réserve de trésorerie		525 000				525 000
Autres réserves						
Total des Réserves		3 632 000			650 000	4 282 000
Report à nouveau		25 212			- 12 649	12 563
Résultat de l'exercice		637 351	282 378		- 637 351	282 378
Tot des résultats et reports à nouveaux		662 563	282 378		- 650 000	294 941
Taxe d'apprentissage affectée à l'équip						
Autres Subventions		6 270 324	66 718			6 337 043
Amort. T.A. affectée à l'équipement						
Amortissement autres subventions		- 2 286 471	- 355 392			- 2 641 863
Total des Subv. d'Invest. Amortissables		3 983 854	- 288 674			3 695 180
TOTAL GENERAL		8 661 585	- 6 296			8 655 289

4.10 Provisions pour Risques et Charges

La provision pour indemnités de départ à la retraite a été évaluée à partir d'un taux d'actualisation de 3.5% et de GVT de 1.5%. Elle s'élève au 31/08/2024 à 60 k €.

Le tableau ci-après mentionne les provisions constatées à la clôture :

(en euros)	MOUVEMENTS DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Montant en début d'Exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'Exercice
Provisions pour risques d'emploi					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour gros entretiens					
Autres provisions pour risques et charges		60 735		578	60 157
		60 735		578	60 157

4.11 Emprunts

Le tableau ci-après mentionne les emprunts existants à la clôture :

(en euros)	Date d'Octroi	Taux	Date de fin	Annuité	Capital Initial Emprunté	Capital Remboursé en cours d'Exercice	Capital restant à rembourser	A 1 an	De 1 à 5 ans	Au delà de 5 ans
	29/06/2021	0,51% (F)	15/05/2035	57 770	771 458	54 538	604 188	54 816	222 084	327 287
	01/03/2017	1,30% (F)	28/02/2037	68 169	1 200 000	57 544	786 099	58 297	240 913	486 889
	01/02/2017	1,30% (F)	01/02/2037	56 808	1 000 000	47 953	655 082	48 581	200 761	405 740
	01/09/2016	1,29% (F)	01/09/2036	28 376	500 000	24 114	317 342	24 427	100 920	191 994
	29/06/2021	0,55% (F)	15/06/2037	27 270	415 509	25 336	337 832	25 476	103 319	209 036
	29/06/2021	0,58% (F)	15/06/2038	39 692	639 422	36 517	527 502	36 730	149 069	341 702
	29/06/2021	0,60% (F)	15/03/2039	49 221	824 891	44 952	687 148	45 223	183 630	458 294
	05/12/2018	1,17% (R)	05/12/2025	42 677	290 000	41 749	56 433	42 242	14 191	
	05/12/2018	1,18% (F)	05/01/2026	43 183	290 000	42 197	60 638	42 698	17 940	
	28/02/2020	0,00% ()	28/02/2035	10 667	160 000	10 667	117 332	10 667	42 668	63 997
	18/06/2021	1,05% (F)	05/04/2036	18 021	250 000	15 853	197 794	16 021	65 792	115 980
	01/04/2021	0,00% ()	01/02/2031	25 000	250 000	25 000	162 500	25 000	100 000	37 500
Total				466 859	6 591 281	426 426	4 509 893	430 181	1 441 290	2 638 422

Liste des garanties reçues :

- L'emprunt Crédit Coop. Construct. locaux d'un montant de 771 458,42 € est garanti par caution Sté caution (convention) pour un montant de 197 617,97 € de CEGC.
- L'emprunt CMB Restauration d'un montant de 120 000,00 € est garanti par Sogama 40%
- L'emprunt CMB Labos d'un montant de 1 000 000,00 € est garanti par Sogama 40% domiciliation
- L'emprunt Crédit du Nord Internat d'un montant de 500 000,00 € est garanti par Sogama 50% domiciliation
- L'emprunt Crédit Coop. Internat d'un montant de 415 509,52 € est garanti par caution Sté caution (convention) pour un montant de 108 950,85 € de CEGC.
- L'emprunt Crédit Coop. Bât pédag + cdi d'un montant de 639 422,27 € est garanti par caution Sté caution (convention) pour un montant de 169 206,05 € de CEGC.
- L'emprunt Crédit Coop. Bât + cdi + internat d'un montant de 824 891,11 € est garanti par caution Sté caution (convention) pour un montant de 219 630,29 € de CEGC.

Liste des garanties données :

- L'emprunt Crédit Coop. Construct. locaux d'un montant de 771 458,42 € est garanti par Nantissement de titres
- L'emprunt Crédit Coop. Internat d'un montant de 415 509,52 € est garanti par Nantissement de titres
- L'emprunt Crédit Coop. Bât pédag + cdi d'un montant de 639 422,27 € est garanti par Nantissement de titres
- L'emprunt Crédit Coop. Bât + cdi + internat d'un montant de 824 891,11 € est garanti par Nantissement de titres
- L'emprunt CA Travaux complémentaires d'un montant de 290 000,00 € est garanti par promesse hypothèque
- L'emprunt SG Travaux complémentaires d'un montant de 290 000,00 € est garanti par promesse hypothèque
- L'emprunt CMB atelier agroéquip d'un montant de 250 000,00 € est garanti par Nantissement 50k€

4.12 Autres Dettes et Produits Constatés d'Avance

Le tableau ci-après mentionne les échéances des autres dettes et produits constatés d'avance :

(en euros)	ECHÉANCES DES DETTES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Comptes de Liaison entre Etablissements				
Capital emprunté		4 509 894	430 181	4 079 713
Intérêts				
Concours bancaires courants, cptes créditeurs de banque				
Total des Emprunts et Dettes Bancaires		4 509 894	430 181	4 079 713
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		56 824	56 824	
Fournisseurs et comptes rattachés		209 613	209 613	
Familles ou élèves : avances reçues		87 736	87 736	
Dettes relatives au personnel		225 866	225 866	
Etat et autres collectivités publiques		24 365	24 365	
Confédération, fédérations, associations et apparentés				
Autres dettes		133 009	133 009	
Produits constatés d'avance		7 536	7 536	
Dettes et Assimilées		744 949	744 949	



5. Autres Informations

5.1 Effectifs

L'effectif salarié au 31/08/2024 représente 53 ETP. Le nombre d'enseignants s'élève à 45 postes.

5.2 Rémunération des Dirigeants

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont le Chef d'Etablissement, le Président et le Trésorier.

Le Président et le Trésorier ne percevant aucune rémunération, communiquer la rémunération des trois plus hauts dirigeants reviendrait à donner une information individuelle préjudiciable à son caractère confidentiel (réponse ministérielle n°01630, J.O. Sénat).

5.3 Honoraires du Commissaire aux Comptes

Sur l'exercice, les honoraires du Commissaire aux Comptes s'élèvent à 9 K€.





5.2 Quelques indicateurs RSE > DU 01/09/2023 AU 31/08/2024

6. Quelques indicateurs RSE

6.1 Tarification différenciée

La mise en place d'une tarification sociale consiste à proposer aux familles des tarifs différents en fonction de leurs capacités financières. Cette pratique s'est développée ces dernières années.

Le contrat de scolarisation impose-t-il ou offre-t-il la possibilité à la famille de choisir son tarif ?

NON

A préciser : tarif unique

6.2 Elèves boursiers

Les bourses sont attribuées pour une année scolaire. Elles se déclinent en plusieurs échelons selon les ressources de la ou des personnes assumant la charge de l'élève et selon le nombre d'enfants à charge.

Le nombre d'élèves boursiers dans votre établissement est de 103 sur 594, soit 17,34 %.

6.3 Empreinte Carbone et RSE de l'entité

Dans le cadre du décret dit « tertiaire », la plupart des OGEC sont tenus de transmettre notamment les consommations d'énergie annuelles, par type d'énergie. A partir des informations que vous nous avez communiquées pour cet exercice, nous avons évalué votre impact environnemental (en kg de CO2) et traduit en nombre d'arbres à planter pour compenser l'impact environnemental.

Sur l'exercice, l'entité a donc généré 88 708,00 kg de CO2 sur l'exercice contre 2 218,00 kg de CO2 l'année précédente. Soit un équivalent de 2,72 arbres par élève et par an.

6.4 Effectif permanent (CDI à temps plein)

Sur le dernier mois de l'exercice et à partir du 1er jour de présence sur le mois, le nombre de salariés en contrat à durée indéterminée (CDI) à temps plein est de 41.

NB: les forfaits jours réduits sont comptabilisés en temps plein.

Les CDI dont le temps de travail est inférieur à 151.67h (horaire rémunéré sur le bulletin de paie) ne sont pas décomptés dans cet indicateur.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)

6.5 Répartition par sexe de l'effectif total

Votre effectif moyen sur l'exercice (personnel de droit privé) est composé de 59 hommes (45%) et 73 femmes (55%).

1 salarié = 1 effectif, quel que soit le temps de travail et le type de contrat ou convention ou mandat.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)

6.6 Répartition par âge de l'effectif total

Les effectifs physiques par tranche d'âge se répartissent ainsi :

- Entre 15 et 19 ans : 0 salarié(s)
- Entre 20 et 29 ans : 14 salarié(s)
- Entre 30 et 39 ans : 21 salarié(s)
- Entre 40 et 49 ans : 31 salarié(s)
- Entre 50 et 59 ans : 44 salarié(s)
- Entre 60 et 69 ans : 22 salarié(s)

1 personne = 1 effectif, quel que soit le temps de travail et le type de contrat ou convention ou mandat.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)

6.7 Taux d'absentéisme

Le taux d'absentéisme est un indicateur clé permettant de mesurer le pourcentage d'absences par rapport au temps de travail prévu.

Le taux d'absentéisme moyen est de 3.9 %.

Il se calcule comme suit : (Nombre de jours calendaires d'absence / nombre de jours calendaires théoriques travaillés) x 100.

En 2023, au niveau national, tous secteurs d'activités : le taux d'absentéisme est de 6.11%.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)



6.8 Contribution volontaire en nature

L'entité n'est pas concernée.

